Opinion

« Financer des études ou protéger les horticulteurs ? »

PAR LA COORDINATION RURALE ET L'UNIPHOR

« Lors du dernier conseil spécialisé horticole du 7 juin 2017, Max Bauer, représentant de la Coordination rurale et de l'Uniphor (Union nationale des intérêts professionnels horticoles), a décidé de ne plus cautionner des débats en trompe l'œil, estimant que le conseil ne remplissait pas sa mission. En début de séance, après une prise de parole déterminée, il a fait savoir en signe de contestation qu'il ne participerait pas aux échanges mais qu'il restait le spectateur vigilant de cette triste comédie. En se référant aux chiffres annoncés en 2015, il reste sans doute moins de 3 000 exploitations horticoles en France. L'hémorragie est constante depuis près de vingt ans et s'accentue depuis cinq ans. Face au déclin des producteurs, les pouvoirs publics et leurs alliés syndicaux n'ont eu de cesse d'empiler les études, les audits, les panels, les rapports, les séminaires. Quel budget représentent ces travaux engagés depuis dix ans ? Même si nous sommes conscients de la nécessité de disposer d'outils de réflexion récents, aucune solution utile n'a émergé de cette pile de paperasse. Pire, les incohérences ont accéléré la chute de la filière (rejet presque systématique des demandes d'aide à la modernisation des serres horticoles, laxisme face aux dégâts causés par les ravageurs, laxisme face à la circulation des végétaux OGM entrant dans l'Union européenne). La Coordination rurale et l'Uniphor n'ont cessé d'alerter la commission spécialisée horticole de FranceAgriMer en exigeant que la situation de l'horticulture française fasse l'objet de mesures d'urgence. "Il y a sept mois, au sein de cette instance, nous demandions, par une lettre ouverte, en accord avec tous les syndicats, une rencontre directe avec le ministre de l'Agriculture mais, pour l'heure, l'administration se contente d'évoquer une éventuelle concertation. En plus de cette indifférence notoire nous observons des échanges en catimini, des tables rondes où seuls quelques initiés (FNSEA et structures professionnelles) peuvent se rendre", s'indigne Max Bauer. »